

*Initiatives ministérielles*

Cela ne l'aidera pas, car il juge mal la population du Canada. Elle sait de quoi il retourne. Une nouvelle réalité a vu le jour: les gens ne sont pas dupes. On ne peut pas les traiter comme des imbéciles. Ils comprennent vraiment ce qui se passe.

Également au sujet de l'équité salariale, tout le monde en parle, mais c'est une chose bien réelle. Ce n'est pas une invention. Pourquoi doit-elle faire partie des négociations? Si l'on vaut quelque chose, on est digne de l'avoir. Or, elle ne devrait pas être négociable. Que se passe-t-il? Je comprends ce que c'est que d'être une femme et d'avoir parfois un peu de difficultés. Je peux accepter cela. Je peux accepter cela du gouvernement, car je peux rendre la pareille aussi bien ou mieux que lui. J'accepte cela.

Il y a beaucoup de gens qui ont besoin de cette reconnaissance. Quand et pourquoi fait-elle partie des négociations? C'est comme le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale par les autochtones. C'est un droit. Pourquoi quelqu'un doit-il le négocier? Il existe déjà. Pourquoi devons-nous nous entendre là-dessus?

Ce sont là quelques-unes de mes questions, et elles me préoccupent réellement, car j'ai l'impression que le gouvernement essaie d'imposer sa volonté. Il est moralisateur au sujet de la lutte contre le déficit et la dette. Quel geste exceptionnel est-il prêt à faire pour me convaincre, moi d'abord, puis le reste de la population, qu'il ne fait pas qu'utiliser les échelons inférieurs de la fonction publique pour parvenir à ses fins, tout en ayant la mainmise sur son programme, dont lui et ses amis bénéficient?

**M. Loiselle:** Madame la présidente, tout cela semble bien beau, mais je me demande ce que la députée répondrait si je lui disais que des gouvernements libéraux ont fait pire au Canada.

Nous avons négocié pendant 90 jours et cette semaine, nous avons eu 35 séances de négociations. Clyde Wells n'a pas négocié pendant 90 jours. Il a légiféré pour forcer les fonctionnaires provinciaux à accepter une augmentation de 0 p. 100 et au Nouveau-Brunswick, le gouvernement l'a imité. Certains gouvernements imposent ce gel pendant deux ans. Nous avons, pour notre part, essayé de négocier avec nos employés.

Bien loin d'agir de façon autocratique comme vous le dites, ce que nous aurions pu faire facilement, nous avons décidé de négocier. C'est là la différence entre ces gouvernements et nous. Aujourd'hui, on accuse le gouvernement d'être autocratique. C'est facile. Pourtant, lors de la présentation du budget, nous aurions pu légiférer pour imposer à nos employés une augmentation de 0 p. 100.

**Mme Marleau:** C'est ce que vous avez fait.

**M. Loiselle:** Pas du tout. Nous avons déclaré que nous présenterions un projet de loi, si la négociation échouait. Il y a bien d'autres choses qui peuvent être offertes dans le cadre d'une entente. Nous avons essayé de conclure un accord avec nos syndicats. Nous avons tenu à cette fin 35 séances de négociations cette semaine. Jeudi, nous avons formulé de nouvelles offres qui n'ont même pas été étudiées.

Fondamentalement, un conservateur qui essaie de parvenir à un accord en fonction d'une augmentation de 0 et 3 p. 100 est odieuse. Si un libéral imposait un gel semblable par voie législative, ce serait bon, je suppose. C'est pourquoi je n'accepte absolument pas toute cette salade au sujet de notre soif de pouvoir. Il aurait été très facile d'user de nos pouvoirs.

Nous avons essayé de négocier à l'intérieur d'un cadre fort restreint. La députée affirme que nous effectuons des compressions, mais que nous dépensons davantage d'argent en ayant recours à la sous-traitance. Comment avons-nous réussi à transformer un déficit de fonctionnement de 16 milliards de dollars en un excédent? Nous ne pouvions même pas payer les salaires. Nous devons emprunter de l'argent. Nous avons transformé ce déficit en un excédent de 14 milliards de dollars. C'est donc 30 milliards de dollars au total que nous avons réussi à aller chercher, et nous en sommes très fiers.

**Mme Marleau:** J'écoute cela et je me demande d'où il arrive.

C'est à se demander si vous avez écouté l'exposé budgétaire de votre propre chef. Pour ma part, j'ai entendu du zéro, trois et trois; c'est exactement ce qui avait été annoncé. Nous vous laisserons légiférer. On nous met un fusil à la tempe en disant: «Vous n'avez pas le droit de discuter. Dites exactement ce que nous voulons, sans quoi. . .» Cela n'a rien à voir avec la négociation.

Vous rappelez que les provinces imposent le zéro. Or, elles ont négocié. Elles n'ont pas commencé par prendre un décret pour ne plus parler à personne ensuite.

Elles n'ont pas accordé de grosses augmentations à gauche et à droite avant de déclarer qu'aucune discussion n'était possible. Il y a une différence. Réveillez-vous, bon sang! Combien d'autres sondages faudra-t-il tenir au Canada pour que ce gouvernement ouvre les yeux. La population veut un gouvernement qui écoute, collabore et rejette ce décret. On ne gouverne pas par décret; cela n'a rien à voir avec la démocratie. Le simple fait d'annoncer vos intentions ne signifie pas qu'elles sont justifiées.

J'ai pris part à certains événements qui avaient lieu dans ma circonscription, en fin de semaine, et des électeurs m'ont demandé, entre autres, pourquoi les ministériels ne pouvaient pas s'asseoir pour discuter raisonnablement.